

Introduction

Fanny BUGNON, Camille CLERET, Valérie DUBSLAFF,
Tauana Olivia GOMES SILVA et Solenn MABO

L'actualité des luttes conservatrices

Des royalistes contre-révolutionnaires aux militantes réactionnaires, de la duchesse de Berry à Marion Maréchal ou Giorgia Meloni, l'engagement de femmes au sein de mouvements attachés à la préservation de l'ordre social traditionnel est manifeste. En France, leurs supposés penchants cléricaux et conservateurs furent d'ailleurs l'un des motifs mobilisés par leurs opposants pour justifier leur longue exclusion de la sphère politique. Force est de constater que les choses ont changé : les « femmes de droite » n'ont jamais été aussi visibles et présentes qu'aujourd'hui. Les deux premières décennies du ^{xxi}^e siècle ont vu leur intégration dans les partis, mouvements et réseaux correspondants dont elles sont, pour certaines, devenues les figures de proue. Elles ont ainsi contribué au renouvellement des conservatismes en France, mais aussi au-delà, en Europe et dans le monde. C'est cette histoire, celle des lents processus et modes d'intégration des femmes conservatrices, réactionnaires et extrémistes en politique qui est au centre du présent ouvrage.

Depuis la seconde moitié des années 2010, un virage droitier notoire s'est opéré à l'échelle mondiale. Portée par des hommes comme Donald Trump (USA), Rodrigo Duterte (Philippines), Jair Bolsonaro (Brésil), Recep Tayyip Erdoğan (Turquie) ou encore Vladimir Poutine (Russie), cette droite autoritaire conjugue un ultraconservatisme des valeurs avec un néolibéralisme économique et un populisme viriliste et sécuritaire. En France aussi, la tentation « droitière » est forte. Dans les sondages de l'année 2022, année des élections présidentielles, les partis de la « droite nationale » (Rassemblement national, Reconquête!, Debout la République, Les Patriotes, etc.) emportaient systématiquement plus de 35 % des intentions de vote des Françaises et Français¹. Le conservatisme se porte donc bien. Les enquêtes d'opinion le confirment, sondage après sondage : sous ses diverses étiquettes et couleurs politiques comprenant tout le spectre allant du centre-droit libéral à l'extrême droite identitaire, il est aujourd'hui le premier courant politique en France. Il rassemble plus de deux tiers de l'électorat français et bénéficie dans l'espace public d'une certaine « hégémonie culturelle »

1. IFOP, « Intention de vote au 1^{er} tour », 28 mars 2022, [<https://www.ifop.com/presidentielle-2022>], consulté le 29 mars 2022.

pour reprendre la formule d'Antonio Gramsci, tant il est relayé dans l'espace médiatique et politique.

Cette « droitisation » du champ politique que l'on observe surtout depuis les années 2010 s'est aussi largement nourrie de la confrontation entre la « droite » et la « gauche » autour de questions de société. Ballotée entre mobilisations féministes et offensives conservatrices, notre époque se caractérise par des fractures politiques apparaissant comme indépassables. Les droites, pour l'ADN desquelles la nation, l'identité culturelle et l'ordre sécuritaire sont déterminants, auront tendance, pour les plus conservatrices d'entre elles, à défendre des valeurs patriarcales, à prôner l'autorité et la famille traditionnelle, domaines qui posent nécessairement la question de la place des femmes dans la société et en politique, de leurs droits et libertés, qu'elles appartiennent à la société majoritaire ou à des minorités ethniques, sexuelles ou confessionnelles. Nombreuses ont ainsi été, dans la dernière décennie, les batailles livrées sur le terrain des mœurs, du genre et des relations hommes-femmes². À gauche ont été portées des revendications féministes contre le sexisme et les discriminations, contre les féminicides, le harcèlement, la violence sexuelle au quotidien (#MeToo, #Balancetonporc) et pour la mise en place de politiques d'égalité (salaires, carrières, PMA pour toutes...). À droite, en revanche, ont été lancées des campagnes contre « la théorie du genre », le « mariage pour tous », l'écriture inclusive et, plus récemment, contre l'« islamo-gauchisme » ou le « wokisme », érigés en menaces existentielles pour la « nation » et la « culture » françaises. On observe ainsi un effet de balancier entre deux camps luttant d'une part pour des avancées en faveur des femmes et des minorités, et d'autre part contre celles-ci. Pourtant les droites n'ont pas le monopole du conservatisme. Selon Diane Lamoureux, celui-ci « peut exister à droite comme à gauche du spectre politique et s'apparenter à une attitude modérément réformiste : ne pas changer ce qui fonctionne bien et changer graduellement ce qui nécessite d'être modifié³ ».

Pour la droite de la droite, le rôle des femmes n'en est pas moins central et leur maintien dans un ordre sexué traditionnel l'est également. C'est l'un des points de convergence des droites européennes, qu'elles soient « décomplexées », « dures » ou extrêmes. Au sein de l'Union européenne, les démocraties autoritaires ou illibérales n'ont cessé, ces dernières années, de durcir leur politique à l'égard des femmes ou des minorités : interdiction de l'avortement et lynchage d'homosexuels en Pologne, lutte acharnée contre les études de genre en Hongrie – les croisés de l'ordre et des traditions y mènent la même politique liberticide ; les femmes sont les principales concernées ; elles en sont aussi souvent les premières victimes. Dans d'autres pays d'Europe de l'Ouest et du Sud, l'extrême droite sous les traits de l'AfD en Allemagne, du Vlaams Belang en Belgique, du RN en France ou de Vox en Espagne prêche la même parole.

2. HARK Sabine et VILLA Paula-Irene (dir.), *Anti-Genderismus. Sexualität und Geschlecht als Schauplätze aktueller politischer Auseinandersetzungen*, Bielefeld, Transcript, 2016 ; GARBAGNOLI Sara et PREARO Massimo, *La croisade « anti-genre ». Du Vatican aux manifs pour tous*, Paris, Textuel, 2017.

3. LAMOUREUX Diane, « L'antiféminisme comme conservatisme », in Christine BARD, Mélissa BLAIS et Francis DUPUIS-DÉRI (dir.), *Antiféminismes et masculinismes d'hier à aujourd'hui*, Paris, Presses universitaires de France, 2019, p. 57.

Le conservatisme au féminin : le changement en question

À première vue, on observerait donc une ligne de fracture entre deux camps irréconciliables : une gauche progressiste *versus* une droite conservatrice, les féministes d'un côté, les antiféministes de l'autre. Les contributions de cet ouvrage montrent que la réalité est beaucoup plus complexe et que le clivage gauche-droite est parfois inopérant pour expliquer la coexistence voire l'imbrication du féminisme et de l'antiféminisme et, ce, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle⁴. Tous deux se nourrissent et se transforment mutuellement et parfois transcendent les camps. Les femmes conservatrices ajoutent à la confusion, en mêlant revendications féminines et posture droitrière. Comment comprendre par exemple le « féminisme intégral »⁵ d'une Marianne Durano qui affirme, en 2017, « défendre un féminisme qui considère la femme entièrement [...] sans nier [ses] spécificités et [ses] vulnérabilités particulières »⁶ ? Elle qui défend une vision différentialiste des sexes et plaide pour un retour à une féminité « naturelle » censée garantir une maternité « heureuse ». Sachant que le maternalisme est un tropisme antiféministe de la droite conservatrice, peut-on néanmoins considérer que ce « féminisme intégral » est réellement féministe ? Comment, encore, expliquer l'activisme d'une Alice Cordier, fer de lance d'un « féminisme identitaire » qui récupère des revendications classiques du féminisme « de gauche » – contre le harcèlement, l'insécurité ou les violences subies par les femmes dans l'espace public – à des fins racistes ou islamophobes, dans le sens où elle accuse uniquement les hommes issus de minorités ethniques et confessionnelles, les « étrangers », « immigrés » ou « musulmans », de violer les « Françaises ». Ces exemples d'un « féminisme de droite » contemporain montrent à quel point les discours et postures sont poreux et comment peut se mettre en place, outre le rejet pur et simple, une mécanique d'adaptation, de récupération, d'instrumentalisation et, par conséquent, de transformation des discours féministes à des fins nationalistes, racistes ou ultraconservatrices. Cette mécanique n'est pas nouvelle, mais elle a été perfectionnée au fil des campagnes grâce à l'émergence de nouvelles figures emblématiques, de porte-voix comme Frigide Barjot, Eugénie Bastié ou d'« influenceuses » comme Estelle Redpill. Elles ont toutes, à leur manière, donné un « visage féminin » au conservatisme social. Lui prêtant leur voix, elles se font le relais de valeurs antilibérales dans les médias et les réseaux sociaux. C'est bien en tant que femmes qu'elles légitiment, ce faisant, un discours parfois réactionnaire « contre le changement », dans le sens émancipateur du terme. Ces femmes de droite s'inscrivent ainsi dans une lignée de femmes conservatrices et

4. Parmi les travaux menés, signalons notamment BARD Christine (dir.), *Un siècle d'antiféminisme*, Paris, Fayard, 1999 ; DEVREUX Anne-Marie et LAMOUREUX Diane (dir.), « Les anti-féminismes », *Cahiers du Genre*, n° 52, 2012 ; et BARD Christine, BLAIS Mélissa et DUPUIS-DÉRI Francis (dir.), *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui*, op. cit.

5. « Manifeste pour un féminisme intégral » publié dans la revue *Limite*, n° 8, dossier : « Osez le féminisme intégral », 2017.

6. DURANO Marianne, « Défendre un féminisme qui considère la femme entièrement », *Le Figaro*, 20 octobre 2017, [https://www.lefigaro.fr/vox/societe/2017/10/20/31003-20171020ARTFIG00379-marianne-durano-defendre-un-feminisme-qui-considere-la-femme-entierement.php], consulté le 25 mars 2022.

réactionnaires qui, depuis des siècles, se sont battues pour diverses raisons contre la conquête de droits sociaux et politiques par les femmes et les minorités.

Comme l'illustre la campagne féminine « *No votes thank you* » – dont la reproduction d'une carte postale de 1912 orne la couverture de notre livre – lancée par la ligue antisuffragiste National League for Opposing Woman Suffrage en réaction aux offensives toujours plus bruyantes du mouvement des femmes britannique pour le droit de vote au début du ^{xx}^e siècle, toutes les campagnes réclamant ne serait-ce qu'un petit changement, une modeste avancée ou un droit supplémentaire pour les femmes se sont heurtées à un mur de résistance, cimenté autant par les hommes que par les femmes. Peu importent la période, le contexte ou le régime politique, les transformations socioculturelles, la démocratisation des relations de genre ou la libéralisation des mœurs ont toujours suscité réactions et contre-projets de femmes s'opposant par antimodernisme à l'évolution du statut, de la place ou de la fonction de la femme dans la société. Quel que soit l'objet de leur combat, elles le menaient soit pour préserver l'ordre moral préexistant soit pour accélérer le retour à un ordre antérieur prétendument « meilleur ».

C'est ce rapport au *statu quo* qui permet peut-être le mieux de distinguer les conservatrices des réactionnaires au sein de la droite : alors que les unes semblent s'être « résignées au *statu quo*⁷ », les autres désirent revenir à un *statu quo ante*⁸. Les deux courants, très divers dans leur composition, s'inscrivent toutefois dans un *continuum* d'idées articulé autour d'idéaux communs que sont notamment le familialisme (maternité, patriarcat, autorité), le conformisme (respect de l'ordre et des hiérarchies), la primauté de la nation (souverainisme, identité, culture) et le traditionalisme (terroir, coutumes, folklore), une certaine nostalgie du passé et des valeurs parfois empreintes de religion. La différence entre ces deux types réside plutôt dans le degré d'acceptation et d'incorporation du changement dans l'idéologie : près de cinquante ans après l'adoption de la loi Veil par exemple, la plupart des conservatrices même radicales ne remet plus en cause le droit à l'IVG ; les réactionnaires si. Le conservatisme, toujours pluriel et évolutif, peut néanmoins, selon ses objets et le contexte, prendre des accents réactionnaires⁹. L'extrémisme, en revanche, se distingue par sa radicalité. Il désigne une attitude politique souvent teintée d'ultranationalisme et d'antidémocratie. Il rejette le fonctionnement de la démocratie représentative et œuvre à sa déstabilisation ou, pour sa frange révolutionnaire, à sa subversion par le recours à des formes d'action politique directes et parfois violentes¹⁰. S'il existe bien un dénominateur commun à tous ces courants, c'est qu'ils sont tous très largement dominés par les hommes et leurs discours, leurs représentations et leurs pratiques. L'accentuation de l'élément masculin ou franchement viriliste, est un trait caractéristique des droites historiques et contemporaines. La prépondérance des hommes dans ces milieux politiques a occulté les femmes s'engageant à leurs côtés.

7. DELPHY Christine, « Préface », in Andrea DWORKIN (dir.), *Femmes de droite*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2012, p. 11.

8. NAY Olivier (dir.), *Lexique de science politique*, Paris, Dalloz, 2017, p. 237.

9. HIRSCHMAN Albert O., *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991.

10. NAY Olivier (dir.), *Lexique de science politique*, op. cit., p. 512.

Les « femmes de droite » : point aveugle de l'historiographie ?

Il semble donc pertinent de mettre la focale sur les conservatrices, d'autant plus que ces actrices font encore figure de parent pauvre de l'historiographie des droites en France. Elles sont les grandes oubliées d'un pan de l'histoire déjà négligé en soi, comme le constatait notamment la politiste Florence Haegel¹¹. Outre l'ouvrage de référence en la matière, *La droite en France de 1815 à nos jours* de René Rémond, qui depuis sa première parution en 1954 a connu de nombreuses rééditions et réactualisations, il n'existe que peu de travaux dédiés à l'histoire du conservatisme dans le temps long¹². Si le champ connaît, depuis quelques années déjà, un certain renouvellement grâce à l'adoption d'approches résolument comparatives ou transnationales¹³, la question de la mixité sexuée des droites considérées et *a fortiori* des femmes et de leur engagement dans leurs groupes, partis et mouvements n'est que très rarement abordée¹⁴.

De la même manière, l'historiographie des femmes et du genre ne s'est qu'assez tardivement intéressée à leur cas. Les engagements féminins appréhendés comme vecteurs d'émancipation, ont surtout été observés dans le contexte de la conquête des droits civils et politiques. Par conséquent, ce sont avant tout les mouvements féministes et leurs luttes qui ont longtemps retenu l'attention des historiennes et des historiens. La recherche sur les femmes conservatrices en tant que telle trouve son origine dans les travaux pionniers de Rita Thalmann qui dans les années 1980 a mis en lumière les liens ambigus entre nationalisme, nazisme et féminisme¹⁵. Son travail s'insérait dans un champ de recherche alors en pleine expansion, notamment aux États-Unis¹⁶, en Allemagne et en Autriche, champ qui n'a cessé de s'étendre et de se renouveler non sans susciter d'âpres débats notamment entre historiennes¹⁷. Particulièrement prolifique, cette recherche a démontré que les femmes avaient de diverses manières pris part aux régimes dictatoriaux européens du premier ^{xx}^e siècle. Non seulement elles s'étaient activement engagées dans le nazisme¹⁸, mais elles avaient aussi

11. HAEGEL Florence, *Les droites en fusion : transformations de l'UMP*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 2012, p. 18.

12. Parmi les exceptions, on peut évoquer SIRINELLI Jean-François (dir.), *Histoire des droites en France*, Paris, Gallimard, 2006, 3 tomes ; JARDIN Xavier, *Dictionnaire de la droite*, Paris, Larousse, 2007 ; RICHARD Gilles, *Histoire des droites en France : de 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2017.

13. VERVAECKE Philippe (dir.), *À droite de la droite. Droites radicales en France et en Grande-Bretagne au ^{xx}^e siècle*, Villeneuve d'Ascq, Presses du Septentrion, 2012 ; BERTHEZÈNE Clarisse et VINEL Jean-Christian (dir.), *Conservatismes en mouvement. Une approche transnationale au ^{xx}^e siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2016.

14. Le collectif coordonné par VERVAECKE Philippe (dir.), *À droite de la droite, op. cit.* consacre sa troisième partie aux « femmes et la radicalisation des droites dans la première moitié du ^{xx}^e siècle ».

15. THALMANN Rita, *Être femme sous le III^e Reich*, Paris, Robert Laffont, 1982.

16. KOONZ Claudia, *Mothers in the Fatherland: Women, the Family and Nazi Politics*, New York, St. Martin's Press, 1987.

17. BOCK Gisela, « Historikerinnenstreit? », *Geschichte und Gesellschaft*, n° 3, 1992, p. 400-404.

18. HEINSOHN Kirsten, VOGEL Barbara et WECKEL Ulrike (dir.), *Zwischen Karriere und Verfolgung, Handlungsräume von Frauen im nationalsozialistischen Deutschland*, Francfort/Main, Campus, 1997 ; GEHMACHER Johanna et HAUCH Gabriella (dir.), *Frauen- und Geschlechtergeschichte des Nationalsozialismus*, Innsbruck, Studien-Verlag, 2007 ; KANDEL Liliane (dir.), *Féminismes et nazisme*,

fortement soutenu les mouvements fasciste et franquiste, sans oublier les appuis féminins à la collaboration française¹⁹.

Partant de cette histoire des totalitarismes et fascismes, les historiennes et historiens se sont progressivement mis à sonder l'engagement de femmes de droite et d'extrême droite dans d'autres régimes et contextes, s'intéressant par exemple, pour le cas français, aux partisans de la contre-révolution ou aux militantes maurrassiennes²⁰. Mais la période la plus étudiée reste celle du temps présent. Les années 1990-2000 sont un moment fort de cette historiographie : de nombreuses études paraissent alors sur le rapport entre nationalisme, conservatisme et antiféminisme – on pense notamment aux travaux fondateurs de Fiammeta Venner, de Claudie Lesselier²¹ ou de Christine Bard²². Au même moment se développe d'ailleurs une dynamique semblable dans d'autres pays d'Europe, notamment en Allemagne²³, en Belgique²⁴, et aux États-Unis²⁵. Au cours des années 2010 et 2020, cette recherche se diversifie et questionne désormais davantage l'ancrage des femmes dans les partis nationalistes, qu'ils soient nationaux-populistes, néonazis²⁶ ou suprémacistes²⁷. Elle étudie leurs dirigeantes, leur électorat²⁸, leurs réseaux et combats idéologiques²⁹. Elle délaisse aussi parfois le cadre strictement national pour éclairer la convergence transnationale de luttes conservatrices et antiféministes contemporaines en Europe et dans le monde³⁰.

Paris, Odile Jacob, 2004 ; MAILÄNDER KOSLOV Elissa, *Gewalt im Dienstalltag. Die SS-Außererinnen des Konzentrations- und Vernichtungslagers Majdanek 1942-1944*, Hambourg, Hamburger Edition, 2009 ; et MAILÄNDER Elissa, « Aventurières, déclassées, brutes ? Retour sur les surveillantes SS des camps de concentration nazis », in Martial POIRSON (dir.), *Combattantes. Une histoire féminine de la violence*, Paris, Le Seuil, 2020, p. 170-179.

19. FAUROUX Camille, *Produire la guerre, produire le genre. Des Françaises au travail dans l'Allemagne nationale-socialiste (1940-1945)*, Paris, EHESS, 2020 ; LOSTEC Fabien, *Condamnées à mort. L'épuration des femmes collaboratrices, 1944-1951*, Paris, CNRS Éditions, 2024.

20. CLERET Camille, *Le lys et la plume. L'Action française, au miroir des correspondantes de Charles Maurras ou l'histoire intime d'un engagement féminin d'extrême droite (1898-1952)*, thèse de doctorat d'histoire contemporaine, sous la direction de Christine Bard, université d'Angers, 2021.

21. LESSELIER Claudie et VENNER Fiammetta (dir.), *L'Extrême droite et les femmes. Enjeux et actualité*, Villeurbanne, Golias, 1997 ; BRUNERIE-KAUFFMANN Joëlle, « L'extrême droite et les femmes », *Cahiers du CEDREF*, n° 3, 1993, p. 63-67.

22. BARD Christine (dir.), *Un siècle d'antiféminisme*, Paris, Fayard, 1999.

23. ANTIFASCHISTISCHES FRAUENNETZWERK/FORSCHUNGSNETZWERK FRAUEN UND RECHTSEXTREMISMUS (dir.), *Braune Schwestern? Feministische Analysen zu Frauen in der extremen Rechten*, Münster, Unrast, 2005.

24. « Les femmes et l'extrême-droite », *Chronique féministe/université des femmes*, n° 47, 1993.

25. YUVAL-DAVIS Nira, « Les femmes et le nationalisme », *Les cahiers du GRIF*, n° 47, 1994, p. 89-96 ; DWORKIN Andrea, *Les femmes de droite*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2012. Il s'agit de la version traduite de son étude pionnière publiée en 1983 sous le titre *Right-Wing Women: The Politics of Domesticated Females*.

26. Voir pour l'exemple du NPD, parti néonazi allemand : DUBSLAFF Valérie, « *Deutschland ist auch Frauensache* », *NPD-Frauen im Kampf für Volk und Familie 1964-2020*, Berlin, De Gruyter Oldenbourg, 2022.

27. DARBY Seyward, *Sisters in Hate: American Women on the Front Lines of White Nationalism*, New York, Little, Brown and Company, 2020.

28. LAGIER Christèle, « Les électrices de Marine Le Pen votent-elles pour une femme ? Les conditions de réception d'une proposition de représentation genrée », *Participations*, n° 2, 2021, p. 187-217.

29. DELLA SUDDA Magali, *Les Nouvelles femmes de droite*, Marseille, Hors d'atteinte, 2022.

30. POWER Margaret et BACCHETTA Paola (dir.), *Right-Wing Women: From Conservatives to Extremists Around the World*, Londres, Routledge, 2002 ; BLEE Kathleen M. et MCGEE DEUTSCH Sandra (dir.), *Women of the Right: Comparisons and Interplay Across Borders*, Pennsylvanie, Penn State University

Questionner l'histoire de l'engagement conservateur, réactionnaire ou extrémiste au féminin

Prenant acte de cette évolution historiographique, le présent ouvrage, issu du colloque international tenu en mars 2020 à l'université Rennes 2, entend questionner les conservatismes sous l'angle du genre en se focalisant sur les expériences féminines de l'engagement. Partant, il souhaite interroger l'activisme *a priori* contre-intuitif de femmes qui, à rebours de leurs propres intérêts et au nom de lois « naturelles » ou d'assignations de genre supposément immuables, militent depuis des siècles en faveur d'un système de valeurs ou de codes patriarcaux qui leur sont défavorables. Le but est d'en éclairer les motivations au travers de parcours saillants, dans différents contextes politiques, temporels et spatiaux.

Le choix d'une période et d'un espace élargis invite à penser les continuités et ruptures sur le temps long. Le XVIII^e siècle nous sert de point d'ancrage : siècle des révolutions atlantiques, de la proclamation des droits naturels et de l'avènement des droits civils, c'est dans cette période-là que se met en place le paradigme sociétal et politique qui distingue entre une gauche et une droite, paradigme qui définit en négatif les opposants, ceux que l'on nomme alors les conservateurs ou les réactionnaires. Le temps long nous aide à comprendre ce que le genre fait à ce paradigme, quelles ruptures et remises en cause il génère, par-delà les changements de régime, en temps de dictature ou en démocratie, dans les empires, les républiques et les régimes autoritaires, par-delà les frontières nationales, en Europe et dans le monde. Il nous permet d'esquisser l'évolution et les dynamiques de l'engagement au féminin qu'il soit qualifié de réactionnaire, extrémiste ou conservateur, en portant une attention particulière aux identités et pratiques de femmes agissant en dehors des espaces partisans et institutionnels, en dehors des espaces politiquement construits, en nous intéressant donc aussi à la politique qu'elles mènent avant même d'accéder à la « citoyenneté » et d'entrer véritablement « en politique ». Ainsi, le regard porte avant tout sur la fabrique des trajectoires individuelles ou collectives, celles qui mènent à l'activisme : partir des individus, sonder leurs intentions, leurs idées et les ressorts de leur action, telle est l'ambition de cet ouvrage.

Un premier axe pose la question des dispositions biographiques des actrices, de leur origine et du contexte social, religieux et politique dans lequel elles évoluent. À travers l'étude d'expériences, de vécus et de trajectoires de vie, l'on questionnera autant les représentations et les images véhiculées autour de ces engagements que les dynamiques, les limites et les résistances notamment misogynes (masculines, normatives ou sociétales) que le militantisme de femmes a suscitées à différentes périodes. La notion d'agentivité est déterminante pour sonder les rapports de pouvoir, le statut des femmes (exclues ? minorées ? tolérées ? acceptées ?) et leurs éventuels combats contre la domination au sein des groupes et mouvements conservateurs. On pourra plus globalement se demander

Press, 2012 ; BITZAN Renate, KÖTTIG Michaela et PETÖ Andrea, *Gender and Far Right Politics in Europe*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2016 ; DIETZE Gabriele et ROTH Julia (dir.), *Right-Wing Populism and Gender, European Perspectives and Beyond*, Bielefeld, Transcript, 2020.

quels sont les spécificités et enjeux genrés des mobilisations hostiles aux processus de transformation, de démocratisation et/ou de libéralisation.

Un deuxième axe s'intéresse aux motivations et raisons d'agir qui animent le passage à l'acte militant. Définie de façon générale comme mobilisation volontaire pour défendre des intérêts ou une cause, la notion d'engagement pose ici avec acuité la question de l'émancipation et de la signification qu'elle a pour les protagonistes historiques. Pourquoi certaines femmes se mobilisent-elles pour défendre un traditionalisme qui de prime abord semble contraire à leurs intérêts de femmes ? Comment légitiment-elles – en tant que femmes – un engagement qui, au regard de l'ordre patriarcal défendu par la plupart des mouvements conservateurs, semble transgressif ? Se disent-elles « féministes » ? Sont-elles pour ou contre le changement ? Pour ou contre le « progrès » ? Défendent-elles l'ordre établi ou souhaitent-elles le subvertir par un bouleversement révolutionnaire ? On interrogera également la teneur des combats qu'elles mènent (religieux, néonazi, nationaliste, culturel, identitaire, pro-vie, etc.), des projets de société qu'elles défendent (chrétienne, antimulticulturelle, etc.), des régimes politiques qu'elles soutiennent (autoritarisme, monarchisme, dictature, démocratie illibérale ou libérale, etc.) et des discours et représentations qu'elles véhiculent sur la place que doivent y tenir les femmes (mères, compagnes, combattantes, etc.).

Un troisième axe, enfin, étudie les modes d'organisation et d'action de ces femmes sur le terrain. Certaines pourront privilégier l'action spontanée, collective ou individuelle (pamphlets, actions coup de poing et attentats, etc.), d'autres des actions plus structurées et coordonnées (campagnes, manifestations, initiatives citoyennes, etc.). Que ce soit à travers des groupes clandestins, des associations, des cercles intellectuels, des mouvements sociaux ou des partis politiques, c'est aussi la question de leur rapport au pouvoir, aux institutions et à la violence qui est en jeu. En quoi leur engagement est-il spécifique ? Quel est l'impact de ces engagements féminins sur les mouvements conservateurs et/ou féministes ? Quelle en est la réception, autant nationale qu'internationale ? Existe-t-il une forme de transnationalité de l'engagement conservateur ou réactionnaire de femmes ? Peut-on identifier des phénomènes de convergence ou de mimétisme, de circulation ou de transferts de ces modèles d'engagement dans l'espace européen ?

Composition de l'ouvrage

En ouverture de l'ouvrage, Magali Della Sudda s'attache à mettre en lumière les enjeux de redéfinition du sujet politique du féminisme et ses implications politiques portées par des militantes d'organisations conservatrices en France depuis les années 2010. Elle souligne la structuration d'un pôle conservateur se revendiquant des droits des femmes qui s'organise dans le cadre des mobilisations contre le droit au mariage pour les couples de même sexe.

Après cette entrée en matière, la première grande partie propose un retour historique sur les « Trajectoires et réseaux réactionnaires » d'actrices et d'acteurs depuis la Révolution française. Sur un terrain encore en friche, celui

des mobilisations féminines et des rapports de genre dans les réseaux contre-révolutionnaires, européens et transnationaux du XIX^e siècle – l'internationale blanche –, Alexandre Dupont et Arthur Hérissou proposent un bilan historiographique et des pistes de recherche. Ensuite, Ève-Marie Lampron met la focale sur les positions de la femme de lettres française Félicité de Genlis, qui traverse les époques de la Révolution française à l'Empire et la Restauration. Elle analyse, ainsi, comment s'articulent, non sans tension, des idées conservatrices et un soutien au groupe des autrices manifestant une forme de « proto-féminisme ». Sa contribution est suivie par celle de Céline Piot qui adopte une approche régionale. Centrée sur les départements couvrant l'ancienne Gascogne, son étude s'attache à décrypter l'histoire et la sociologie des mouvements ligueurs féminins de droite dans cet espace rural et analyse ainsi les modalités de participation des femmes au combat antirépublicain des années 1870 à 1940. Pour étudier les ressorts des engagements féminins à l'Action française, Camille Cleret croise, enfin, les trajectoires de dix femmes qui furent militantes ou sympathisantes de ce mouvement d'extrême droite entre les années 1900 et 1940. En s'appuyant sur les lettres que ces femmes adressaient à Charles Maurras, elle initie une réflexion sur leur rapport au changement politique et social, plus particulièrement celui affectant la « condition féminine ».

Intitulée « Engagements partisans et transitions politiques », la deuxième partie de l'ouvrage s'ouvre sur la Révolution française en explorant la place des femmes dans les insurrections « fédéralistes » de la vallée du Rhône en 1793 – où se mêle toute une gamme de positions politiques, du républicanisme modéré à la défense des traditions religieuses ou du royalisme. Dans cette séquence de crise nationale aux multiples déclinaisons régionales, Nicolas Soulas engage une réflexion sur les contours du conservatisme et le degré de recomposition des rapports de genre en situation insurrectionnelle. Les trois contributions suivantes étudient la période de transformation suivant la Seconde Guerre mondiale en France et en Allemagne, alors que se pose la question de la compromission politique des citoyens et de leur place dans les démocraties émergentes alors en Europe. Fabien Lostec met ainsi la focale sur les trajectoires de 145 femmes condamnées à mort pour collaboration par un tribunal légal en France à la Libération. L'étude des dossiers de procédures lui permet de retracer les parcours, les idées et actions politiques de femmes ayant ouvertement soutenu le régime de Vichy et l'Allemagne nazie. Ensuite, la contribution d'Agathe Bernier-Monod déplace le curseur sur l'Allemagne d'après-guerre. Elle s'intéresse à l'une des femmes politiques les plus éminentes du premier XX^e siècle, Helene Weber, et à sa contribution paradoxale, à la fin des années 1940, à la construction de la démocratie ouest-allemande. La réflexion se poursuit avec l'étude de Carole Viñals sur l'engagement de femmes dans le parti national-catholique Vox dans l'Espagne contemporaine. Elle révèle que ce parti d'extrême droite, fondé en 2013 et inspiré de la tradition franquiste, a d'emblée fait de l'antiféminisme son cheval de bataille et il prospère sur un réflexe réactionnaire contrant les effets de la libéralisation politique amorcée dans les années 2000.

La troisième partie, enfin, s'intéresse à la défense de la famille et des rôles de genre. L'engagement en faveur des valeurs traditionnelles peut être source d'ambiguïté, comme l'analyse Sandrine Roll dans sa contribution consacrée à l'engagement de la catholique Jeanne de Diesbach en faveur de la professionnalisation de l'enseignement ménager proposé aux femmes dans le premier tiers du ^{xx}^e siècle en Belgique francophone. Prônant un horizon traditionnel de restauration morale et familiale, son engagement l'éloigne pourtant, dans sa propre vie, d'un horizon réduit à la tenue d'un foyer. Ce questionnement est également au cœur du propos de l'article de Juliette Masquelier qui montre, à travers l'exemple de la Ligue ouvrière féminine chrétienne, le dilemme que rencontre cette organisation d'Action catholique belge au sein du milieu ouvrier des années 1960. Guidée par la volonté de défendre une vision traditionnelle de la famille et de la féminité, elle doit néanmoins composer avec le changement social et accompagner le travail salarié féminin quitte à faire des concessions à la modernité. Megane Erhani s'intéresse quant à elle au mouvement de contestation qui cible les ABCD de l'égalité en 2013. Après avoir rappelé les enjeux de ce programme scolaire, elle s'appuie sur une série d'entretiens réalisés entre 2016 et 2020 pour questionner les trajectoires biographiques et les motivations de femmes investies dans la lutte contre l'enseignement d'une supposée « théorie du genre » à l'école.

Enfin, dans une réflexion très personnelle sur le rapport des droites aux femmes ainsi qu'aux sujets genrés, Paola Bacchetta invite, dans la dernière contribution de l'ouvrage, à se départir de la bicatégorisation droite-gauche. Interrogeant le rapport à l'altérité des mouvements de droite, elle met en exergue une dynamique alternativement intégratrice et excluante vis-à-vis des sujets définis comme « Autre ». Après avoir présenté deux études de cas contemporaines focalisées sur les États-Unis et l'Inde, elle identifie des stratégies destinées à « réinventer un avenir féministe » qu'elle souhaite plus inclusif.